



Paris, le 17 octobre 2017

*Objet : Lutter contre le chômage de longue durée en développant le potentiel des structures d'insertion par l'activité économique*

Madame, Monsieur le – la Député-e,

Fédérations d'acteurs agissant auprès des personnes en situation de précarité, nous sommes engagées à vos côtés pour lutter contre ce fléau qu'est le chômage, plus particulièrement, le chômage de longue durée. Si les récentes prévisions macroéconomiques laissent présager des perspectives positives, nous savons toutefois qu'elles ne se traduiront pas à court terme par un retour massif à l'emploi des personnes qui en sont aujourd'hui privées, a fortiori, de celles qui sont au chômage depuis plus d'un an. Il nous faut donc encore lutter. Il nous faut même intensifier cette lutte, à l'heure où nombre de nos concitoyens risquent de basculer, faute d'emploi, dans une grande pauvreté et une exclusion sociale que les minimas sociaux ne peuvent endiguer totalement.

Dans un contexte de réduction du nombre de contrats aidés, nous estimons nécessaire de faire évoluer l'offre de l'insertion professionnelle. À cette fin, nous considérons essentiel que l'Insertion par l'activité économique soit encore mieux reconnue et mobilisée. Les quelques 4 000 structures qui composent ce secteur disposent en effet de compétences rares et précieuses dans le contexte que nous connaissons.

Là où la société toute entière voit des personnes peu qualifiées et éloignées de l'emploi, les structures de l'IAE voient des salariés qui peuvent produire des richesses. Là où les acteurs économiques voient des marchés peu rentables, elles voient des besoins sociaux à satisfaire grâce au travail de ces salariés, contribuant à créer ainsi de nouveaux secteurs d'activité (tels que le réemploi des déchets ou, historiquement, les services à la personne). Là où des entreprises, en particulier les TPE et PME, voient des difficultés à recruter et à fidéliser leurs salariés, elles apportent des solutions de formation, d'accompagnement et même de gestion des ressources humaines (par l'identification des besoins réels en compétences de l'employeur par exemple).

Grâce à leur expertise longuement acquise, les structures de l'IAE apportent à notre économie, non seulement des emplois et une production d'utilité sociale mais aussi, des méthodes d'aide au recrutement et à l'encadrement de personnes peu qualifiées. Sans oublier leur capacité, par l'accompagnement social proposé, à améliorer les conditions de vie des quelques 140 000 personnes salariées en insertion chaque mois.

La proposition du Projet de loi de finances 2018 du gouvernement pérennise le nombre de postes établis en 2017. Le Gouvernement précédent avait répondu à notre demande en créant 5 000 postes supplémentaires pour l'insertion par l'activité économique.

Pour autant le nombre de postes d'insertion lui-même reste faible au regard du nombre grandissant des personnes plongées dans le chômage de longue durée, 2,5 millions de personnes en août 2017 au regard des derniers chiffres de la DARES. Pour donner les moyens aux structures de l'IAE de se développer et d'apporter une solution d'emploi à un plus grand nombre de personnes exclues du marché du travail, nous vous demandons de donner à ce secteur les moyens de créer plus de 6 000 équivalents temps plein supplémentaires, soit une augmentation de 60 millions du budget de l'IAE.

Dans un contexte de baisse du nombre de contrats aidés, cet effort est plus que jamais nécessaire pour ne pas laisser sans solution autant de nos concitoyens privés d'emploi. Une augmentation du budget de l'IAE permettrait d'appuyer des projets prêts à démarrer, dont entre autre une dynamique de transformation d'activités gérées avant en contrats aidés. Cette dynamique est importante pour ne pas mettre en difficultés des structures pourvoyeuses d'emploi et de lien social.

Allié à une reconnaissance du secteur dans le cadre du grand plan d'investissement proposé par le gouvernement, ce développement quantitatif permettra de faire de l'IAE un outil essentiel de montée en compétences des demandeurs d'emploi.

Restant à votre disposition pour tout échange, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur le – la Député - e, l'expression de notre considération distinguée.

Les réseaux de l'insertion par l'activité économique

Louis Gallois  
Président de la Fédération des  
acteurs de la solidarité



Jean Burneleau  
Président du Coorace



Emmanuel STEPHANT  
Président de Chantier Ecole



Thierry Kuhn  
Président d'Emmaüs France



Clotilde Bréaud  
Présidente du CNLRQ



Kenny Bertonazzi  
Président de la Fédération des  
Entreprises d'insertion

